

VD_FINDINFO ML / 2013 / 273 vom 17. Dezember 2013

VD Tribunal cantonal, 2013-12-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_ML___2013___273

FR: VD_FINDINFO ML / 2013 / 273 du 17 décembre 2013

IT: VD_FINDINFO ML / 2013 / 273 del 17 dicembre 2013

Regeste

MEILLEURE FORTUNE, FÉRIES DE POURSUITE, CALCUL DU DÉLAI,
OBSERVATION DU DÉLAI | 265a al. 1 LP, 239 al. 1 CPC (CH), 321 al. 2 CPC (CH)

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des poursuites et faillites 17.12.2013 ML / 2013 / 273

MEILLEURE FORTUNE, FÉRIES DE POURSUITE, CALCUL DU DÉLAI,
OBSERVATION DU DÉLAI | 265a al. 1 LP, 239 al. 1 CPC (CH), 321 al. 2 CPC (CH)

TRIBUNAL CANTONAL KD13.012253-131724 505 Cour des poursuites et faillites
_____ Arrêt du 17 décembre 2013

_____ Présidence de M. SAUTEREL , président Juges :
M. Hack et M. Maillard Greffier : Mme van Ouwenaller ***** Art. 239 al. 1 let. b
et 321 al. 2 CPC; 265a al. 1 LP Vu le prononcé rendu le 9 juillet 2013, à la suite de
l'audience du 23 mai 2013, par le Juge de paix du district de Lausanne, déclarant recevable
l'exception pour non retour à meilleure fortune soulevée par X. _____ , à Lausanne, en
opposition à la poursuite n° 6'530'325 de l'Office des poursuites du district de Lausanne
exercée contre lui à l'instance de la Z. _____ , arrêtant à 360 fr. les frais judiciaires,
compensés avec l'avance de frais de la poursuivante, et les mettant à la charge de la
poursuivante, sans allocation de dépens, notifié le 10 juillet 2013 à la poursuivante, vu la
requête de motivation déposée le 11 juillet 2013 par la poursuivante, vu les motifs du
prononcé adressés aux parties le 26 août 2013 et notifiés à la poursuivante le lendemain, vu
le recours daté du 6 septembre 2013 et mis à la poste le 9 septembre 2013 par la
poursuivante, aux termes duquel celle-ci a contesté que X. _____ soit dans une situation
financière telle que son exception pour non retour à meilleure fortune soit recevable;
attendu que selon l'art. 321 al. 2 CPC (Code de procédure civile du 19 décembre 2008; RS
272), le recours, écrit et motivé, est introduit dans le délai de dix jours qui suit la
notification de la décision motivée, que le délai de recours est arrivé à échéance le vendredi
6 septembre 2013, que selon le cachet de la poste, le recours a été déposé à la poste le lundi
9 septembre 2013, que dans cette mesure, le recours est tardif; attendu que, quoi qu'il en
soit, selon l'art. 265a al. 1 LP (loi sur la poursuite pour dettes et la faillite du 11 avril 1889;
RS 281.1), la décision du juge n'est sujette à aucun recours (ATF 138 III 44; Huber, Basler
Kommentar, n. 31 ad art. 265a LP), un recours sur les frais étant cependant ouvert (art. 110
CPC), qu'en l'espèce, le recours formé par la Z. _____ ne porte pas sur les frais mais
concerne bien la recevabilité de l'opposition pour non retour à meilleure fortune formée par
le poursuivi, qu'il est dès lors irrecevable; attendu que le présent arrêt peut être rendu sans
frais ni dépens. Par ces motifs, la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal,
statuant à huis clos en sa qualité d'autorité de recours en matière sommaire de poursuites,
prononce : I. Le recours est irrecevable. II. L'arrêt, rendu sans frais ni dépens, est

exécutoire. Le président : La greffière : Du 17 décembre 2013 L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, prend date de ce jour. Il est notifié, par l'envoi de photocopies, à : ■ La Z._____, ■ M. X._____. La Cour des poursuites et faillites considère que la valeur litigieuse est de 640 fr. 80. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, au moins à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué à : ■ Mme le Juge de paix du district de Lausanne. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.